

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 20/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC MEDITERRANEE

7 rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris

Références : D-00207-2024/LRAR N°1A 200 983 4573 9
Code AIOT : 0006401772

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement PAPREC MEDITERRANEE implanté Lieu dit FRANCONY 13310 Saint-Martin-de-Crau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC MEDITERRANEE
- Lieu dit FRANCONY 13310 Saint-Martin-de-Crau
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a été exploité comme une installation de compostage de boues de stations d'épuration et de déchets végétaux de 1997 à 1999. Suite à l'arrêt de cette activité, l'exploitant a été autorisé, par arrêté complémentaire du 27/08/2001, à exploiter une unité de broyage et valorisation de déchets de bois, ainsi qu'un centre de transit de déchets non dangereux tels que papiers/cartons et plastiques.

Par arrêté préfectoral n° 2020-217-A du 10/03/2023, la société PAPREC MEDITERRANEE a été autorisée à augmenter la capacité de transit, tri et broyage de bois et déchets végétaux et à développer une activité de transit de déchets inertes, de chantiers, ferrailles/métaux et de verre.

Contexte de l'inspection : Instruction d'un porter à connaissance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Porter à connaissance | Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181-46 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 3 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.2.1 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 4 | Organisation des stockages | Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.2 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------------|---|---|
| 2 | Confinement des eaux d'extinction | Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.4 | Modification de la prescription par APC |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 05/03/2024 a principalement consisté à recueillir des précisions liées aux observations issues de l'instruction du porter à connaissance transmis à la Préfecture des Bouches-du-Rhône par courrier du 13/12/2023. Les informations complémentaires qui ont été apportées sont satisfaisantes. L'exploitant devra toutefois répondre à deux demandes restantes.

Pour ce qui concerne les deux derniers points de contrôle, non liés à cette instruction, il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs illustrant les actions correctives menées, dès leur réalisation.

2-4) **Fiches de constats**
N° 1 : Porter à connaissance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181-46 |
| Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courrier du 13/12/2023, l'exploitant a transmis à la Préfecture des Bouches-du-Rhône un porter à connaissance (PAC) relatif aux modifications qu'il souhaite apporter à ses installations autorisées, conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement. Plus précisément les modifications envisagées portent sur : le dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie sur le site et la mise en place d'une activité de transit et regroupement de déchets de plâtre.</p> <p>Pour ce qui concerne le premier sujet, se reporter au point de contrôle n° 2.</p> <p>Les éléments d'analyse du second sujet figurent ci-dessous.</p> <p>L'exploitant souhaite mettre en place sur son site une activité de transit et regroupement de déchets de plâtre, en provenance des déchetteries et de ses clients industriels. L'exploitant sollicite une capacité maximale de 330 m³. Il évalue cette activité à environ 3 000 tonnes de déchets de plâtre réceptionnées annuellement, soit un trafic routier lié à cette activité d'environ un camion par mois. Il est prévu que ces déchets arrivent en bennes, puis soient entreposés en vrac dans une alvéole dédiée sous l'avent qui sera prochainement construit.</p> <p>Cette activité est classée sous la rubrique n° 2716 de la nomenclature des installations classées « Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes ». L'exploitant dispose déjà de l'enregistrement pour cette rubrique, pour un volume de 3 975 m³. Il n'est pas prévu d'augmenter la capacité enregistrée du site, qui restera identique. C'est la répartition de la nature des déchets présents qui sera différente. Il n'est donc pas nécessaire de modifier l'article 1.2 Nature des installations figurant dans l'arrêté préfectoral du 10/03/2023. En revanche, le plan des installations figurant en annexe de cet arrêté doit être actualisé avec l'ajout de l'activité plâtre dans la zone 3. L'article 6.3 fixant le volume annuel d'activité maximal par nature de déchets sera également à compléter.</p> |
| <div><div><p>Plan annexé à l'AP du 10/03/2023</p></div><div><p>Nouveau plan des stockages du site</p></div></div> |
| <p>L'examen du PAC a soulevé plusieurs observations qui ont été abordées en visite et pour lesquelles l'exploitant a apporté les précisions suivantes.</p> |

Observation 1-1 _ justification du volume de 330 m³ sollicité

L'exploitant précise que les déchets de plâtre collectés seront ensuite évacués vers leur exutoire par camion à fond mouvant de 90 m³. Il explique que les installations de recyclage du plâtre peuvent ne pas accepter d'intrants sur une certaine période en fonction de différentes raisons. L'exploitant, ne maîtrisant pas cette situation, souhaite donc disposer d'une certaine 'souplesse' de gestion et pouvoir en ce sens disposer sur son site d'une capacité de transit de 330 m³ correspondant à environ 3,5 camions FMA.

Observation 1-2 _ surface et hauteur maximales de stockage

Ces données ne figurent pas dans le dossier. L'exploitant a précisé que les déchets de plâtre seront entreposés dans l'alvéole intermédiaire de la zone dédiée au tri / transit de déchets de papiers, cartons, plastiques constituée de trois alvéoles. La surface de stockage, correspondant à la taille de l'alvéole, sera de l'ordre de 60 m² (10 × 6) et la hauteur maximale sera de 5,5 m, un peu en-deçà de la hauteur des mégablocs béton coupe-feu deux heures utilisés pour constituer les alvéoles (soit un volume max de 60 × 5,5 = 330 m³). Un marquage de type ligne de peinture sera mis en place pour matérialiser cette hauteur maximale à respecter.

Observation 1-3 _ justification du volume annuel d'activité sollicité

L'exploitant précise que ce volume annuel d'activité de 3 000 tonnes correspond à une estimation du gisement qu'il envisage de capter sous une échéance à moyen terme de 5 ans, sur la base d'un retour d'expérience observé sur d'autres départements. Il ne s'agit pas de nouveaux déchets à gérer, mais de la gestion d'un flux lié à la mise en place d'un tri obligatoire en amont (déchets de plâtre précédemment en mélange dans les DIB). En fonction de l'évolution de la situation et des obligations réglementaires, il n'est pas exclu que l'exploitant sollicite, dans un second temps, une augmentation de la capacité de collecte de ces déchets sur son site.

Observation 1-4 _ origine des déchets réceptionnés

L'exploitant précise que les déchets de plâtre proviendront des professionnels des activités du TP, des artisans et des collectivités (déchetteries). Pour rappel, depuis le 01/05/2023, la responsabilité élargie du producteur (REP) s'applique à la filière de l'industrie du plâtre (loi AGECE du 10/02/2020).

Par ailleurs, l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 10/03/2023 autorise l'exploitant à recevoir des déchets de la région PACA et du département du Gard. L'exploitant a confirmé qu'il n'y aura pas d'extension de l'origine géographique des déchets reçus.

Observation 1-5 _ installations de valorisation

Le dossier indique qu'une fois regroupés, ces déchets seront transférés vers des installations de valorisation, sans préciser lesquelles. L'exploitant a précisé en visite le nom de la société identifiée comme exutoire privilégié du site de PAPREC MEDITERRANEE de Saint-Martin-de-Crau, ainsi que le nom d'une seconde société (identités des sociétés non mentionnées dans le présent rapport pour des raisons de confidentialité).

Post-visite, l'Inspection a cherché des informations sur la situation administrative de ces deux sociétés.

La société privilégiée relève du régime général de la déclaration. Elle est déclarée pour ses activités relevant de différentes rubriques ICPE, parmi lesquelles les rubriques n° 2716 et n° 2791 « Installation de traitement de déchets non dangereux ». Pour autant, des informations recueillies, il semblerait que son activité de traitement ne concerne que les déchets de bois (classes A et B).

La seconde relève du régime général de l'autorisation. Elle est notamment autorisée pour ses activités relevant des rubriques ICPE n° 2520 « Fabrication de ciments, chaux, plâtres » et n° 2791, et déclarée pour son activité relevant de la n° 2716.

→ Il est demandé à l'exploitant de préciser la nature de l'opération qui sera réalisée sur les déchets de plâtre réceptionnés par la société privilégiée.

Observation 1-6 _ nouveau plan des stockages

Sur le plan modifié, au niveau de la zone dédiée à l'activité de tri, transit et stockage de papiers / cartons / plastiques et plâtre figure le volume de 3 300 m³. Le volume reporté au niveau de cette zone dans le plan annexé à l'AP du 10/03/2023 est de 2 700 m³. Or le porter à connaissance indique que la modification s'opère à volume

maximal constant. Lors de la visite, l'exploitant a confirmé qu'il s'agit d'une erreur sur le nouveau plan joint. Le volume reste celui figurant dans le plan annexé à l'AP du 10/03/2023, c'est-à-dire 2 700 m³.

→ Il est demandé à l'exploitant de fournir un plan des futurs stockages du site corrigé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de confinement

Prescription contrôlée :

Le confinement des eaux d'extinction incendie se fera exclusivement dans un bassin d'un volume de 450 m³, avec un volume disponible en permanence d'au minimum 300 m³.

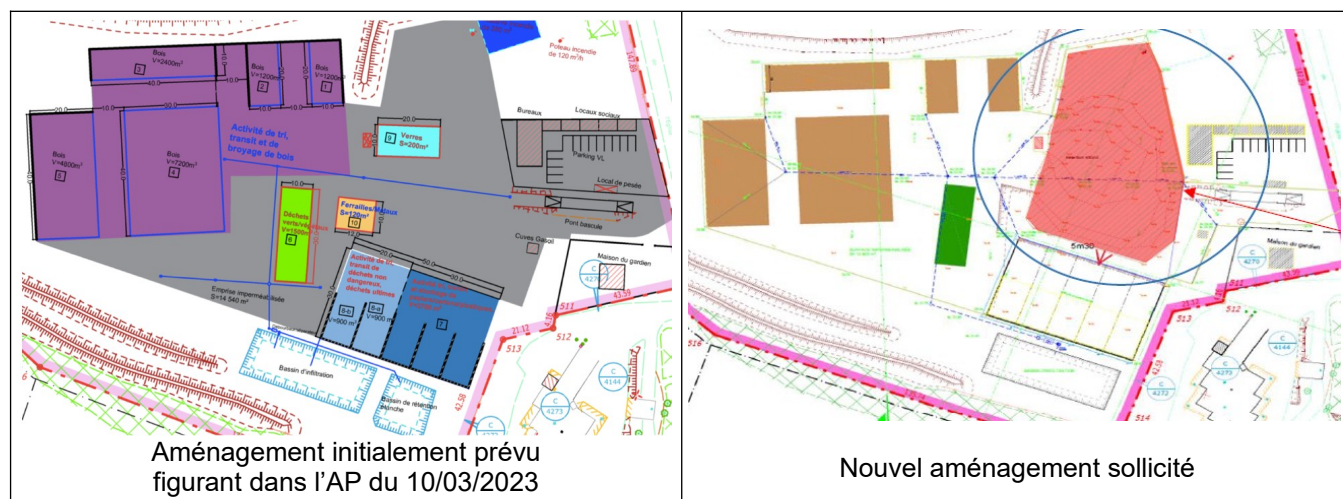
Constats :

Lors de la visite d'inspection du 10/05/2023, l'exploitant avait fait part de modifications qu'il envisageait d'apporter aux aménagements prévus en matière de gestion des eaux (pluviales et incendie). Aussi par courrier du 13/12/2023, l'exploitant a transmis à la Préfecture des Bouches-du-Rhône un porter à connaissance (PAC) relatif aux aménagements qu'il souhaite modifier, conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement.

S'agissant du confinement des eaux d'extinction, l'exploitant souhaite remplacer le bassin de 450 m³ initialement prévu par la création d'une rétention de même capacité sur la voirie du site, constituant gravitairement un point bas.

L'exploitant motive ce choix par un besoin de libérer de l'espace sur le site et pour permettre un meilleur accès aux services de secours. Par ailleurs, il est prévu de maintenir en périphérie de cette zone de rétention un passage de 5m30 réservé aux engins de secours en cas de besoin. Ce passage sera matérialisé au sol.

Une modification de l'article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral du 10/03/2023 sera également nécessaire, dans la mesure où il est fait référence au bassin de rétention.



L'examen du PAC a soulevé plusieurs observations qui ont été abordées en visite et pour lesquelles l'exploitant a apporté les précisions suivantes.

Observation 2-1 _ avis du SDIS

Le dossier indique que cette modification a été présentée au service prévention du SDIS qui a validé le principe, sans joindre de justificatif. Lors de la visite, l'exploitant a précisé ne disposer d'aucun écrit produit par le SDIS sur ce projet de confinement des eaux d'extinction.

Pour rappel, le service compétent du SDIS avait été consulté dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale du 20/05/2020. Sur la base du dossier transmis, intégrant l'aménagement initialement prévu et repris dans l'AP du 10/03/2023, ce service avait formulé, dans sa contribution du 29/10/2020, un avis favorable avec proposition de prescriptions.

Il apparaît nécessaire de soumettre officiellement ce projet de modification au SDIS pour observations éventuelles. Par conséquent, l'Inspection se propose de saisir le service du SDIS compétent pour avis dans le cadre de l'instruction de cette demande de modification de prescription technique.

Observation 2-2 _ emprise de la zone de rétention

Le dossier comporte en annexe 1 un plan de la zone de rétention sur voirie, faisant apparaître des lignes de niveaux. L'exploitant a précisé que ce plan a été réalisé à partir d'un relevé topographique. C'est sur la base de ce dernier que le logiciel d'exploitation a pu déterminer la disponibilité d'une capacité de rétention d'un volume de 450 m³. La surface au sol correspondante est de 3 004 m² (environ 70 m de long sur 40 m de large).

Observation 2-3 _ vanne de sectionnement

Le dossier mentionne que les eaux d'extinction seront dirigées gravitairement vers la zone de rétention sur voirie après fermeture de la vanne. Le dossier ne précise pas la localisation de cette vanne, ni son rôle, ni la consigne relative à sa manipulation (dans quel cas doit-elle être actionnée, si elle est maintenue en position fermée ou ouverte...).

Suite à la visite d'inspection, par courriels du 06 et du 07/03/2023, l'exploitant a donc apporté les compléments d'information suivants :

« En cas d'incendie, la vanne de rétention située en amont du bassin d'infiltration sera fermée par les collaborateurs de l'entreprise, dûment formés à ce type d'exercice. Cette action permettra de retenir les potentielles eaux d'extinction incendie ou potentiellement polluées. En activant la vanne de fermeture, ces eaux seront retenues sur la voirie et seront dirigées gravitairement vers la zone de rétention prévue à cet effet.

Une consigne d'urgence sera affichée au droit du bassin et sera reprise dans le plan d'intervention et de sécurité interne (PISI). Les eaux en question feront ensuite l'objet d'une analyse préalable afin d'être éliminées selon les recommandations de l'Inspection des installations classées. »

Le plan de la zone de rétention sur voirie a été complété pour faire figurer la localisation de la vanne de fermeture située en amont de l'ouvrage de traitement (séparateur hydrocarbures). Par mesure de sécurité, l'exploitant a ajouté une seconde vanne de fermeture juste après l'ouvrage de traitement.

À noter que l'exploitant a fourni un protocole (référéncé DQSE11, version 3 du 18/11/2020) relatif à la réalisation annuelle de tests de situations d'urgence, ainsi que la consigne associée (référéncée CE30, version 2 du 21/10/2013) de manipulation de la vanne (sa fermeture), appliqués sur les sites du groupe PAPREC.

Observation 2-4 _ gestion des eaux pluviales

Il est nécessaire de vérifier si le nouveau dispositif de gestion des eaux d'extinction n'interfère pas avec le schéma de gestion des eaux pluviales du site qui avait été établi. Le plan de la zone de rétention sur voirie disponible en annexe 1 du PAC représente le réseau pluvial. On observe la présence de quatre avaloirs présents au sol dans l'emprise de l'aire de rétention. Le dossier de porter à connaissance ne précise pas la gestion des eaux pluviales du site.

Suite à la visite d'inspection, par courriels du 06 et du 07/03/2023, l'exploitant a donc apporté les compléments d'information suivants :

« Eaux pluviales de voirie : les eaux pluviales ruisselant sur les voiries et sur les zones techniques imperméabilisées sont susceptibles de contenir des résidus liés à la circulation des engins, et à d'éventuels entraînements de déchets présents. Les eaux pluviales de voirie seront collectées gravitairement via des avaloirs situés sur des points bas. Elles seront ensuite dirigées, après passage par un débourbeur-déshuileur, vers un bassin d'infiltration correctement dimensionné. La vanne de fermeture sera en position ouverte en mode normal.

Eaux pluviales de toiture : les eaux de toitures de l'auvent qui sera construit rejoindront directement le bassin d'infiltration qui sera mis en place dans le cadre de ce projet. Il n'y aura pas de mélange avec les eaux de voiries. »

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.2.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Bâches souples |
| Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, et complétés et précisés comme ci-après : [...] • de trois bâches souples d'un volume total de 420 m ³ ; [...] |
| Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 10/05/2023, il avait notamment été constaté la présence de trois bâches souples : deux de 30 m ³ et une de 300 m ³ , soit un volume total de 360 m ³ d'eau. Ce constat avait mis en évidence une non-conformité au regard du volume total d'eau disponible dans les bâches souples : il manque 60 m ³ . Considérant que l'exploitant dispose sur son site de moyens complémentaires à ce que prévoit strictement l'article 5.2.1 de son autorisation préfectorale, il n'avait pas été proposé de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à cette disposition. En revanche, il lui avait été demandé de transmettre un rapport à connaissance relatif aux moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur son site. Ce dernier devait alors justifier le dimensionnement suffisant des moyens présents et fournir à cet effet l'avis du service compétent du SDIS sur le sujet. Or le PAC transmis par courrier du 13/12/2023 ne traite pas ce sujet. La demande formulée lors de la dernière visite du 10/05/2023 relative aux moyens de lutte contre l'incendie n'a pas été prise en compte. Lors de la visite d'inspection du 05/03/2024, l'exploitant a précisé qu'après réflexion il allait prochainement mettre en place sur le site une bâche supplémentaire constituant une réserve en eau de 60 m ³ , permettant ainsi de se conformer à la disposition technique figurant à l'article 5.2.1. L'exploitant s'est engagé sur une mise en place de cet équipement au plus tard courant juin 2024. → Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une bâche d'eau de 60 m³ et de transmettre à l'Inspection les justificatifs correspondant dès réalisation. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 4 : Organisation des stockages

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.2 |
| Thème(s) : Autre, Stocks de déchets à évacuer |
| Prescription contrôlée : Les différents stockages sont organisés conformément au dossier, notamment en ce qui concerne les surfaces et volumes des différents îlots définis dans l'étude de dangers, répartis selon le plan de la figure 12 du dossier de présentation joint en annexe au présent arrêté. |
| Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 10/05/2023, il a été constaté la présence de stocks de souches et troncs et de déchets de chantiers en non-conformité avec le plan de stockage annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2023. Il avait donc été demandé à l'exploitant d'évaluer les surfaces et volumes concernés, puis de transmettre un plan d'actions dans lequel il s'engage sur un délai raisonnable de résorption des différents stocks de déchets présents sur la plateforme nord du site. Dans le courrier en réponse du 10/07/2023, l'exploitant déclare les informations suivantes : stock de bois, troncs d'arbre et souches : → surface évaluée à 450 m ² → volume estimé à 1 000 m ³ → résorption : broyage progressif des stocks à l'aide d'un broyeur lent et valorisation en bois biomasse → fin de l'action fixée au 30/06/2024 |

stock de déchets de chantier liés aux activités de l'ancien exploitant :

→ surface évaluée à 360 m²

→ volume estimé à 900 m³

→ résorption : réemploi des matériaux dans le cadre des travaux de construction de la plateforme du site

→ fin de l'action fixée en 2026, conformément au phasage des travaux prévu dans l'arrêté préfectoral.

Lors de la visite d'inspection du 05/03/2024, un point a été fait sur l'avancement de ces deux actions.

Sur le terrain, l'évolution du stock de bois, troncs d'arbre et souches n'est que peu visible. L'exploitant confirme que cette action de résorption a été engagée et confirme l'échéance fixée à fin juin de cette année.

En effet, cette zone doit être dégagée pour permettre une réorganisation temporaire de la plateforme durant la phase de travaux, de façon à ce que la société PAPREC MEDITERRANEE puisse maintenir son activité dans les meilleures conditions de sécurité.

En revanche, sur le terrain, l'évolution du stock de déchets de chantier liés aux activités de l'ancien exploitant est bien visible. L'exploitant a fait venir un concasseur mobile sur le site sur une durée d'environ trois semaines pour traiter l'ensemble des matériaux. Désormais, c'est un stock de matériaux de démolition concassés qui est présent sur le site, prêts à être réemployé en sous-couche dans le cadre des travaux prévus et programmés. Un amas de fers à béton triés est entreposé juste à côté. Ces déchets, une fois le tri affiné, seront évacués avec les ferrailles récupérées sur le site.

→ **Il est demandé à l'exploitant de poursuivre la résorption des différents stocks passés et de transmettre à l'Inspection les justificatifs correspondant dès réalisation.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois